

VERS UNE GOUVERNANCE MONDIALE

Appel du Collegium International, Genève, le 21 janvier 2014

Le monde fait face à une conjonction de crises d'envergure mondiale sans précédent dans l'histoire : épuisement des ressources naturelles, atteintes à la biodiversité, bulles financières et faillites bancaires, déshumanisation du système économique, désagrégations sociales, accroissement des inégalités et de la précarité, montée des intolérances, contestation des élites politiques, famines, pénuries, pandémies virales...

Cette évolution, qui s'est opérée dans un contexte d'incontrôlable expansion et de révolution technologique des communications, résulte pour une large part d'une crise majeure de la pensée et du sens et de la détérioration de la matrice des valeurs.

La conscience planétaire n'est pas à la hauteur de ces défis quand bien même l'espèce humaine, menacée par elle-même, doit se protéger de l'autodestruction en se protégeant des forces déchaînées. La communauté internationale doit, de manière urgente, concevoir les mesures et forger les outils permettant de lutter contre des risques menaçant l'existence de millions d'être humains sur l'ensemble de la planète.

Il serait vain de se limiter à dénoncer les méfaits de la mondialisation, du capitalisme et du fanatisme ou illusoire de vouloir élaborer un programme ou un modèle de société. Il est devenu impératif de mettre en œuvre les réformes et d'engager les transformations nécessaires en les concevant de manière globale et interdépendante. Cette approche est d'autant plus importante que les problèmes sont interconnectés et

constituent les vecteurs d'une «poly-crise» menaçant notre monde d'une «poly-catastrophe».

La globalisation économique a créé les infra-textures d'une société-monde, caractérisées par un réseau de communications et une économie planétaires. Dans le même temps, rien n'a été fait pour mettre en place les instances de décision légitimes que supposerait une telle évolution ou pour faciliter la prise de conscience d'une incontournable communauté de destin.

La communauté internationale a regrettablement fait la preuve de son impuissance, sinon de son irresponsabilité, face à ces dangers. Il est évident que la souveraineté populaire, qui constitue le socle de la plupart des régimes politiques, n'incite pas les dirigeants à consacrer l'intérêt requis aux crises qui surviennent aux antipodes ou à s'intéresser aux problèmes de long terme, compte tenu des contingences et échéances électorales

Ces contradictions ne naissent pas d'une difficulté passagère, mais sont consubstantielles à notre mode d'organisation démocratique du monde. En effet les instances multilatérales ne disposent pas de cette légitimité démocratique directe, indispensable à l'instauration de normes contraignantes. Nul ne peut toutefois imaginer qu'une éventuelle société puisse se construire sur le principe d'un État-nation étendu à l'échelle planétaire-monde.

Pour surmonter cet écueil sans renier nos valeurs, il n'est donc d'autre solution que de repenser les principes mêmes de la gouvernance globale. Cela doit se faire dans la seule enceinte véritablement légitime et inclusive pour traiter des enjeux planétaires : celle des Nations Unies. Pareille réflexion ne peut être conduite que par des personnalités ayant exercé de hautes responsabilités politiques, académiques ou économiques mais qui, désormais en retrait des

affaires du monde, sont libérées des contingences électorales, capables de penser au-delà des intérêts de leur génération, de leur pays ou de leur groupe social.

Cette réforme doit viser à concilier les intérêts divergents des diverses générations actuelles comme futures, de faire émerger un intérêt planétaire commun sur les grands enjeux de ce siècle et de rétablir des solidarités aujourd'hui mises à mal par l'accroissement généralisé des inégalités sociales.

Il est essentiel de retrouver l'esprit pionnier de la Charte des Nations-Unies qui proclamait « Nous les peuples... » et de le rendre véritablement universel, en prenant en compte les intérêts de toutes les nations, de l'ensemble des groupes sociaux et de chaque génération, notamment de celles à venir. Sauver l'humanité du désastre est une exigence incontournable qui implique l'impératif catégorique de la transformation.

L'élaboration d'un *Pacte des peuples* est une tâche à laquelle il faut s'atteler de toute urgence en vue de le soumettre à l'adoption des États participants au prochain Sommet Paris-Climat 2015, qui devrait fournir l'occasion à la communauté internationale de prendre un virage capital et décisif.

L'Appel lancé par le Collegium International est adressé au Secrétaire général des Nations unies en vue d'être soumis à la considération du prochain Sommet G20 ainsi qu'au Président de la République française, hôte de la Conférence planétaire Paris-Climat 2015.

TOWARDS WORLD GOVERNANCE

Appeal by the Collegium International, Geneva, 20th January 2014

Draft translation of the French original

The world faces a convergence of crises of global scale without precedent: the depletion of natural resources, biodiversity loss, financial bubbles and bank failures, the dehumanisation of the economic system, social disintegration, rising inequality and social insecurity, rising intolerance, disparagement of the political elites, famines, shortages, viral pandemics...

These developments, which have taken place in the context of an uncontrollable expansion and revolution in communications technology, are largely the results of a major crisis of thought and of sense, and of the deterioration of a matrix of fundamental values.

The planetary conscience is not up to these challenges, even though humankind, its own worst enemy, needs to protect itself from auto-destruction by warding off the unrelenting forces. The international community must urgently identify the measures and fashion the tools necessary to combat the risks threatening the existence of millions of human beings across the planet.

It would be vain to merely bemoan the negative effects of globalisation, of capitalism, and of fanaticism, and unrealistic to wish to draw up a roadmap or a perfect model of society. It is now imperative that we implement the needed reforms and transformations, designing them in a holistic and interdependent manner. This global approach is of the utmost importance as the problems that we face are interconnected and constitute the vectors of a “poly-crisis”, threatening our world with a “poly-catastrophe”.

Economic globalisation has created the infra-textures of a world society, such as a planetary communications network and economy. At the same time, however, nothing has been done to put in place the legitimate decision-making structures that this evolution presupposes, or to encourage the emergence of an awareness of our undeniable shared destiny.

The international community has, regrettably, proven its impotence, if not its irresponsibility, in the face of these dangers. It is clear that the sovereignty of the people, the foundation of most political regimes, does not encourage leaders to devote sufficient attention to crises that occur in the antipodes, or to concern themselves with long-term challenges, given the frequency of and circumstances surrounding electoral cycles.

These contradictions are not temporary, as they are integral to our world’s democratic modus operandi. In truth, existing multilateral bodies do not possess the direct democratic legitimacy

needed to formulate binding norms. At the same time, nobody can imagine the construction of a society based on the principle of a planetary nation-state.

In order to overcome this difficulty without betraying our values, the sole available solution is to rethink the very principles of global governance. This process must take place under the auspices of the only body with the legitimacy to deal with global challenges: the United Nations. Such an exercise can only be undertaken by persons who have exercised high political, academic, or economic offices, have a clear view of world affairs and who, free from electoral constraints, are able to think beyond the interests of their own generation, country or social group.

The purpose of this reform must be to reconcile the conflicting interests of current and future generations, to germinate a common planetary interest in the great challenges of this century, and to re-establish a form of solidarity that today is compromised by widespread increases in social inequality.

It is essential that the pioneering spirit of the Charter of the United Nations, which proclaimed “We the peoples...”, be restored and rendered truly universal, taking account of the interests of all nations, of all social groups and of every generation, particularly those that are still to come. The paramount need to save humanity from disaster engenders the categorical imperative of transformation.

There is an urgent need to set in motion a drafting process to establish a *Pact of the Peoples*, to be submitted for adoption by the States attending the *Paris-Climat 2015* Summit. This document should provide an occasion for the international community to operate an essential and decisive shift.

The Appeal launched by the Collegium International is addressed to the Secretary General of the United Nations, with a view to its submission for consideration at the next G20 Summit, and to the President of the French Republic, host of the *Paris-Climat 2015* planetary conference.